

## Burundi: les disparitions forcées et cas de torture repartent à la hausse en 2021

RFI, 05/11/2021 L'Initiative pour les droits humains au Burundi, une ONG internationale spécialiste du pays et de la région des Grands lacs africains, tire la sonnette d'alarme. Dans un nouveau rapport rendu public jeudi 4 novembre, elle fait état d'une recrudescence des cas de torture et de disparitions forcées dans le pays depuis avril 2021.

Le 18 juin 2020, Evariste Ndayishimiye devenait président de la République du Burundi, dix jours après le décès de Pierre Nkurunziza. Avec l'accession au pouvoir du général, une baisse des cas de disparitions forcées et des cas de torture était observée. Mais la situation a commencé à se dégrader il y a sept mois, depuis une série d'attaques et d'embuscades. L'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) dresse un constat préoccupant dans son rapport : « Derrière les grilles : recrudescence des cas de torture et de disparition ». Carina Tertsakian, chercheuse au sein de l'ONG, explique à RFI : « Nous avons documenté une dégradation nette depuis avril 2021. Pendant que le président Evariste Ndayishimiye continue de prononcer ses discours et promet de mettre fin aux exactions et injustices, des détenus sont torturés, notamment au siège du Service national de renseignement. D'autres sont enlevés par des agents des forces de sécurité. Et ces tendances s'accroissent ces derniers mois. » « C'est très difficile de donner un chiffre exact. Pour les disparitions forcées par exemple, depuis juillet, plus d'une vingtaine ont été signalées publiquement. Mais le vrai chiffre est sans doute bien supérieur parce que beaucoup de personnes et de familles ont trop peur et ne veulent pas signaler les cas ou les médiatiser. Parce qu'ils craignent les représailles », précise-t-elle.